Armand MATTELART, *La globalisation de la surveillance.
Aux origines de l'ordre sécuritaire*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2008, 260 p.

Gilles Boenisch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/263>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.263

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2010

ISBN : 978-2-8143-0024-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Armand MATTELART, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire* », *Questions de communication* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 23 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/263> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.263>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Armand MATTELART, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2008, 260 p.

Gilles Boenisch

RÉFÉRENCE

Armand MATTELART, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*. Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2008, 260 p.

- 1 Armand Mattelart propose une étude passionnante, dense, parfaitement documentée, traitant de la question des dispositifs de surveillance. Il dresse un panorama complet de la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'âge « technoglobal » actuel. De l'anthropométrie au *Patriot Act*, en passant par l'analyse des doctrines militaires, ou encore le projet Echelon, il construit un historique méticuleux, en décortiquant les notions des pouvoirs de contrôle dans une dynamique de mondialisation. Il montre sans ambiguïté qu'au nom d'une hypothétique défense des libertés et des impératifs de sécurité, les États ont construit et imposé une définition de l'ennemi floue, qui a permis et permet encore tous les abus. Vidéosurveillance, fichage, puces, empreintes génétiques, RFID, autant de systèmes qui sont décrits comme des intrusions dans la vie privée.
- 2 La problématique principale consiste à s'interroger sur les raisons qui ont conduit les sociétés démocratiques à accepter que leurs droits et libertés soient peu à peu diminués par des procédés de surveillance de plus en plus perfectionnés : « Pourquoi en sommes nous arrivés là? » s'interroge l'auteur dès les premières lignes de sa recherche. Ainsi « mettre la sécurité en action », « assurer l'ordre social » « contre les forces perturbatrices » sont-ils autant de « concepts et de doctrines dont la fonction est de prescrire un profil d'ennemi, supposé ou réel, intérieur ou extérieur, total ou global : le criminel-né ou sauvage moderne, la foule, l'insurgé, le subversif, le contestataire,

l'étranger, le terroriste. Toutes catégories fortement extensibles qui tirent leur force performative du flou qui nimbe leur définition » (p. 6). Une situation qui, selon l'auteur, conduit à un véritable totalitarisme démocratique aussi oppressant que ceux des idéologiques du passé. On découvre avec intérêt qu'au nom de la défense de la liberté et des impératifs de sécurité nationale, les États ont progressivement instrumentalisé une définition de l'ennemi particulièrement discutable jusqu'à mettre en péril la définition même de la démocratie, prétexte à toutes ces dérives.

- 3 Divisée en trois sections, cette critique n'a de cesse de pointer l'impunité de « l'ingérence croissante des dispositifs de surveillance dans la vie quotidienne des citoyens » (p. 5). Celle-ci décrit une culture de contrôle et de suspicion allant inévitablement au risque de l'aliénation de la liberté. La première partie, « Discipliner/gérer » (pp. 11-58), ouvre la discussion sur l'apparition de la criminologie à travers l'analyse historique de l'anthropométrie, de la photographie judiciaire, de l'utilisation de l'empreinte digitale et l'explicitation des concepts de sécurité et de surveillance dans une approche mêlant psychologie des masses, guerre d'opinion et propagande à travers la modernisation « technocratique ». La deuxième partie, « Hégémoniser/pacifier » (pp. 61-140), poursuit sur les pratiques dictatoriales de la guerre froide et les multiples opérations de désinformation, d'instrumentalisation, de conspirations et de manipulation psychologiques, à renfort de sanctuarisation du secret, d'opérations clandestines, de déstabilisation de régimes, d'institutionnalisation de la torture, au profit de l'avènement de la matrice techno-militaire américaine conduite au nom d'une hasardeuse « religion dogmatique de sécurité nationale ». La troisième partie, « Sécuriser/insécuriser » (pp. 143-232), traite de l'importance de maîtriser l'information à l'heure de l'informatique, tout en dramatisant systématiquement la criminalité justifiant des procédures d'urgence successives. Ainsi décrit-elle le paradigme techno-sécuritaire comme l'avènement d'une guerre sans fin qui engage une fragilisation des principes de protection des citoyens, et autorise tous les travers pour fournir une traçabilité des corps et des biens la plus insidieuse et complète possible.
- 4 Dans ce récit, à la lumière des documents analysés, on comprend que l'impératif de sécurité s'avère la contrepartie du droit de la libre circulation des personnes, des biens et des messages. Cette tension récurrente entre liberté et sécurité est devenue une constante au point de se confondre avec la modernité politique. Connaître par la trace est donc devenu le principe actuel de gestion de l'ordre aussi bien dans l'espace économique que sociopolitique. Et cette dynamique n'est qu'une fois de plus impulsée par les États-Unis dispensateurs de normes par consensus politique ou par la force, n'hésitant pas à recourir au chantage et aux opérations clandestines, à l'appropriation et l'espionnage à grande échelle, le tout institutionnalisé au fil des décennies par des législations d'exception et des états d'urgences. Armand Mattelart démontre magistralement cet état de fait, en analysant méticuleusement les législations et dispositifs techniques s'y accordant. Il insiste particulièrement sur le transfert des schémas et stratégies de la sécurité nationale, les standards techniques américains, en se transformant en normes internationales. Ainsi l'ensemble des modes de communication et de circulation définissant la démocratie se voient-ils concernés par le resserrement drastique du contrôle « américanisant ». De ce point de vue, les discours sécurisants des gouvernements ne font qu'insister sur une charge anxiogène du dérèglement de l'état de droit, où l'exception s'institue en règle pour devenir progressivement une nouvelle normalité. Armand Mattelart fait également remarquer l'accélération des modifications des législations en les dénombrant, et en pointant une

dérive globale consistant à redéfinir la répartition des pouvoirs de manière centrale et stratégique, en portant atteinte au fondement même de la démocratie : la séparation des pouvoirs.

- 5 Pourtant, c'est presque dans une indifférence générale que s'opère discrètement cette modification à l'échelle mondiale, chacun accepte pour l'instant sans doute par ignorance et par indifférence ces changements, tout comme d'être fiché, observé, repéré, tracé (p. 236). Par ailleurs, cela institue officiellement l'enjeu des stratégies d'appropriation privée, de patrimonialisation du savoir, du vivant, de la culture, de la communication, des ressources naturelles, et naturellement de l'emprise d'une minorité sur la majorité. En jouant sur la culpabilisation et la criminalisation du public avec une définition élastique du « déviant » et des « pratiques déviantes », celui qui refuse d'être fiché devient « anormal ». La normalité est d'être fiché et repérable. Celui qui n'utilise pas les technologies susceptibles de l'identifier, le géolocaliser, le profiler, le suivre dans ses actes de vie quotidienne, est déjà un coupable en puissance : « Ne pas être ou ne pas vouloir être mis en fiche, voilà le crime aujourd'hui » (p. 7). De ce constat, Armand Mattelart propose une partie conclusive sous la forme d'un épilogue succinct (pp. 234-238). Il tente d'identifier les diverses manifestations et formes de résistances possibles, tout en décryptant les prémices qui se manifestent par la paralysie et le renoncement politique grandissant des citoyens, il termine son analyse ainsi : « Ou bien va s'accomplir un saut qualitatif dans la participation des citoyens à la gestion de la société, ou bien on va vers un exercice chaque fois plus autoritaire du pouvoir et vers une négation des droits » (p. 238).
- 6 Enfin, on ne ressort pas indifférent de cette lecture passionnante, en tout cas plus conscient de la nécessité de canaliser le développement des techniques intrusives, au seul profit d'une généralisation du contrôle servant la conquête d'un marché global. Le recul de la vie privée, la normalisation des comportements, la suspicion, et la criminalisation récurrente ne feront que mobiliser de plus en plus des « nouveaux rebelles », « citoyens-dissidents », qui, à l'échelle planétaire aspireront inévitablement à un nouveau modèle social.

AUTEURS

GILLES BOENISCH

CREM, université Paul Verlaine-Metz
gilles.boenisch@gmail.com